

<http://lipietz.net/L-alternative-est-europeenne-ou-ne-sera-pas>

L'alternative est européenne ou ne sera pas

- Vie publique - Articles et débats -



Publication date: mercredi 23 septembre 2015

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

Ainsi donc, selon Frédéric Lordon (*Politis*, 10 septembre), ceux qui ne se résignent pas à sortir de l'euro seraient des « néoruralistes, incapables d'abstraction, ou de comprendre ce qu'ils lisent. » J'en suis.

Au contraire de Lordon, j'ai voté Non à Maastricht en 1992 et Oui au TCE en 2005, après avoir appelé, en 1982, à l'audace d'établir certains « sas » aux frontières. Quelques constats un peu p loucs, je l'admets, justifient ces choix successifs.

1. Seules la Politique et la démocratie au sens large (conventions, lois, constitutions, chartes des Droits, traités) permettent d'imposer au Marché des régulations favorables à la solidarité et à l'écologie. (« Permettent » seulement : il faut encore construire des majorités pour cela !)

Tout ce qui accélère l'unification économique d'un espace donné (la France, l'Europe ou le Monde), sans unifier à la même échelle la souveraineté politique, scelle l'impuissance du politique, et la toute-puissance du marché. C'était le cas de Maastricht (encore aggravé par Nice). Le TCE à l'inverse aurait accéléré l'unification politique de l'espace européen. Mais nous vivons dans l'Europe du Non : unification économique + fragmentation politique = libéralisme.

Il est vain d'objecter que l'euro opère sur un espace qui n'est pas socialement homogène (la Rhénanie, l'Île de France, la Grèce...) Neuilly, la Courneuve et la Creuse ne le sont pas davantage. La seule question est le pouvoir et la volonté politique d'instaurer des solidarités et des transferts entre les sous-ensembles.

2. L'Histoire est « dépendante du sentier », elle ne « repasse pas le plats ». Les bifurcations possibles en 1982 ne le sont plus en 2015.

L'Europe économique est faite, elle accompagne une unification culturelle, la reconnaissance de valeurs communes, et on ne trouvera aucune majorité en Grèce pour en sortir. La sortie de l'Euro ou de l'UE ne corrigerait d'ailleurs pas d'un drachme le montant de sa dette, ni son insertion défavorable dans l'économie mondiale. Les Grecs attendent qu'une expression de la souveraineté populaire les libère de leur dette insolvable.

La souveraineté « pertinente » n'est pas alors en Grèce (un débiteur ne peut « voter » que sa dette est éteinte), mais dans un espace englobant ses créanciers, les banques européennes. Comme Dominique Rousseau l'a signalé (*Libération*, 7 juillet), ce ne peut être que l'expression de la souveraineté commune, le Parlement européen. Cette expression doit bien sûr s'appuyer sur une mobilisation européenne, comme l'était l'opposition à la guerre du Golfe de 2003 ou (exemple cité par Rousseau) le mariage pour tous.

Dit autrement : Tsipras a démontré que le souverainisme dans un seul pays n'a plus cours. L'alternative aujourd'hui est européenne ou ne sera pas.

Tout cela est simpliste ? Le vote des Irlandais ne prouve pas qu'un référendum européen rééchelonnerait les dettes de la Grèce ? Mais c'est à ce niveau-là que les choses se jouent.

Bon sens néo-rural : « *La lutte des classes en Europe sera conditionnée par l'intégration économique européenne, quelque forme qu'elle prenne, et par les bouleversements dont les processus d'internationalisation de la production*

L'alternative est européenne ou ne sera pas

s'accompagneront sur tous les plans. Un échec de l'intégration européenne n'est pas à exclure, et il offrirait au mouvement ouvrier des possibilités d'intervention réelles quoique dans des positions peu enviables et dans des perspectives de long terme peu séduisantes... Le retour au protectionnisme national et au nationalisme économique est donc à exclure... Il serait plus fécond de rechercher par quels moyens la classe ouvrière, en s'insérant de manière antagoniste dans cette construction, peut s'emparer du processus d'internationalisation et lui assigner ses propres perspectives. » (André Gorz, Stratégie ouvrière et néo-capitalisme, 1964)

On peut refuser ce constat et tenter de faire revenir l'Histoire sur ses pas. Revenir aux souverainetés économiques et politiques nationales. Mais alors la géopolitique de la « situation d'avant » redevient implacable : retour à l'affrontement millénaire de la France et de l'Allemagne, et, contre le « hareng de Bismark », alliance avec le Tsar, abandon de la Pologne et de l'Ukraine, soutien à la politique tsariste en Orient...

Et sur le « front intérieur » : fermeture des frontières aux indésirables, recherche d'alliés nationalistes, ralliement à Guilly qui réduit l'analyse de classe à une tripartition « le Peuple, les Immigrés et les Bobos » (la petite bourgeoisie intellectuelle) en oubliant la Bourgeoisie, et, dans le Peuple, alliance avec ceux que les marxistes appelaient « les limonadiers », leurs vrais concurrents idéologiques, intellectuels organiques de la petite bourgeoisie commerçante : bonapartistes, boulangistes, pétainistes, et...

F. Lordon peut bien accuser J.L. Mélanchon de ne pas aller assez vite et Jacques Sapir d'aller déjà trop loin. Il faut reconnaître à ce dernier la cohérence intellectuelle, par delà les pudeurs de la néo-urbanité métropolitaine.